

"Le succès du plan Marshall" dans Le Populaire (24 novembre 1947)

Légende: Le 24 novembre 1947, Jim Carey, secrétaire général du Congress for Industrial Organisation (CIO) défend, dans les colonnes du quotidien socialiste français Le Populaire, le Plan Marshall contre les critiques formulées à son encontre par certains milieux syndicaux européens.

Source: Le Populaire. 24.11.1947. Paris: Parti socialiste. "Le succès du plan Marshall", auteur:Carriche, Marc.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_succes_du_plan_marshall_dans_le_populaire_24_novembre_1947-fr-5ad28346-6db7-4607-b054-9b2ea27a9c9a.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Le succès du plan Marshall sera l'œuvre de la classe ouvrière américaine et non celle de Wall Street

Jim Carey n'avait guère plus de 26 ans lorsqu'il prit en 1938 le secrétariat général (fonction à la fois administrative et politique) du Congress for Industrial Organisation. C'est encore un homme d'allure juvénile. Depuis que le C.I.O. s'est prononcé en faveur du plan Marshall, on a tendance dans certains milieux syndicalistes européens à attaquer personnellement Carey qui s'en est fait le champion, en même temps qu'on dénature le projet américain d'aide à l'Europe.

— *On insinue que je n'ai jamais fait d'action syndicale et aussi que je suis un agent de Wall Street et du State Department, m'a-t-il dit hier, en me recevant dans sa chambre du George V.*

En fait, je n'ai pas été condamné moins de 27 fois pour mon action syndicale directe.

Carey fronce les sourcils.

— *Quant à ceux qui veulent atteindre mon organisation syndicale par des calomnies, qu'ils viennent répéter leurs misérables accusations et nous réglerons ça entre nous.*

Nous restons fidèles aux principes d'entraide internationale

Carey a été envoyé par le président de la grande organisation syndicale, Philip Murray, pour prendre contact avec le bureau exécutif de la Fédération syndicale mondiale, qui siège actuellement à Paris.

— *Les ouvriers américains, me dit-il, sont ulcérés de voir comment en Europe on bafoue leur bonne volonté. Comment ? Le plan Marshall ne serait qu'un moyen de permettre la mainmise du capitalisme américain et de Wall Street sur l'économie européenne ? Et nous approuverions cela ? Voyons, est-ce Wall Street qui a fourni les 11 milliards de dollars prêtés à l'U.R.S.S. au titre de la loi prêt-bail ? Wall Street et notre capitalisme réactionnaire en étaient alors au slogan « America first », l'Amérique d'abord. Et ils n'ont pas changé. Les mêmes milieux sont violemment opposés au plan Marshall. Et les 160 millions de dollars de dons à l'U.N.R.R.A. ne sont-ils pas venus également du peuple américain ? Sommes-nous pour cela intervenus dans les affaires intérieures de la Russie, de la Norvège ou de la Yougoslavie ?*

L'indignation de Carey n'est pas feinte. Les syndicalistes américains se souviennent des promesses de la charte de l'Atlantique. Ils ont encore présentes à l'esprit les déclarations faites, en février 1945, par leurs camarades des autres pays, réunis pour former la fédération syndicale mondiale qui en appelaient à la coopération internationale et à l'aide des pays favorisés pour reconstruire les pays dévastés par la guerre.

— *C'est, me dit Carey, pour rester fidèles aux principes d'entraide internationale acceptés alors par tous, que nous nous sommes lancés dans l'aide à l'Europe. Si maintenant certains renient ces principes essentiels de coopération internationale, il faut qu'ils aillent jusqu'au bout et proposent à la F.S.M. de modifier les bases sur lesquelles elle a été créée.*

Sauver les peuples, c'est préserver la paix du monde

— *Les objectifs du C.I.O. ? Philip Murray les a exposés au président Truman dans un mémoire qui a eu une très large diffusion aux Etats-Unis. Ils se résument ainsi : « aider les peuples dans le besoin à élever leur standard de vie et leur permettre de venir à bout de leurs difficultés, selon les méthodes démocratiques et sans qu'ils subissent la pression de la pauvreté et de la misère... »*

« C'est à l'unanimité, me souligne Jim Carey, à l'unanimité y compris les communistes, que notre congrès a décidé d'appuyer un programme d'aide qui ne comporterait aucune ingérence dans la vie des peuples secourus ni aucune obligation économique ou politique.

« Le président Truman a approuvé le mémorandum de Murray qui insiste sur ce point. Et par exemple, si nous sommes partisans de la libre entreprise, nous ne devons pas demander aux autres pays d'y revenir. Nous demandons que l'aide soit suffisante pour permettre finalement à l'Europe de se suffire elle-même. Il ne s'agit pas uniquement de parler dollars et centimes, mais d'envisager toute l'affaire en ne perdant pas de vue que la paix du monde est en jeu. »

A la F.S.M. nous venons parler blé, acier et charbon

C'est cette attitude du C.I.O. que Carey a voulu exposer au bureau exécutif de la F.S.M. Ce n'était pas prévu à l'ordre du jour. Cependant, Léon Jouhaux proposa et obtint, que l'on entende cependant la thèse de Carey.

— *J'ai, me dit celui-ci, expliqué ce que nous voulions et j'ai demandé aux centrales syndicales de tous les pays de discuter avec nous de l'aide américaine. Je suis chargé de fournir toutes les explications nécessaires et surtout de recueillir les avis et les suggestions que pourraient formuler nos camarades des autres pays. C'est ainsi que nous allons demander l'opinion de la C.G.T. lors de la réunion du comité syndical franco-américain qui va se tenir à Paris. Je ne veux pas parler propagande ou batailles idéologiques avec les syndicalistes d'Europe, mais blé, acier, charbon, engrais, pétroles et matériel d'équipement.*

« J'espère que les centrales syndicales seront prêtes à nous faire des propositions objectives et qu'elles n'aurent pas déterminé leur position avant même de connaître les faits.

« Et je demande à la F.S.M. d'inscrire l'aide américaine à l'Europe à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son bureau exécutif. »

On ne voit pas, en effet, qu'une organisation syndicale soucieuse des intérêts de la classe ouvrière puisse se refuser à un examen sincère et loyal des projets du C.I.O.

— *Les ouvriers américains savent bien, me dit encore Carey, que l'aide à l'Europe signifie pour eux un retard dans la construction des logements, des hôpitaux et des écoles et une augmentation des prix, mais ils comprennent que la stabilité au monde est d'une plus grande importance immédiate.*

Les mesures à prendre pour éviter la spéculation et la hausse des prix ont d'ailleurs fait l'objet des revendications du C.I.O. dont les récentes propositions du président Truman au congrès s'inspirèrent d'ailleurs visiblement.

Générosité américaine ? Certes, nous savons bien que pour beaucoup l'aide à l'Europe cache de petits et de grands calculs égoïstes. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que pour la classe ouvrière américaine, aider l'Europe c'est poursuivre l'œuvre de libération entreprise pendant la guerre.

Et nous accueillons le plan Marshall avec d'autant plus de joie maintenant que nous savons la classe ouvrière américaine à nos côtés.

Marc Carriche.